

Cinéma palestinien

Entre colère et reconnaissance

Ismaël Houdassine

Number 255, July–August 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/45126ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (print)

1923-5100 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Houdassine, I. (2008). Cinéma palestinien : entre colère et reconnaissance. *Séquences*, (255), 6–7.

CINÉMA PALESTINIEN

ENTRE COLÈRE ET RECONNAISSANCE

Pendant qu'en Israël on célèbre les 60 ans d'existence de l'État hébreu dans l'allégresse, les Palestiniens commémorent, quant à eux, la Nakba, « la catastrophe », dans un mélange de tristesse, de rancœur et de défaite. Pour l'occasion, le Cinéma du Parc a célébré le 15 mai dernier la voix palestinienne dans sa troisième édition de Regards palestiniens, en rappelant 60 ans d'occupation. Séquences vous propose un tour d'horizon de ce cinéma.

ISMAËL HOUDASSINE



Chronique d'une disparition

Du cinéma palestinien, il ne subsiste rien... d'avant 1948. Aucune bobine. Quelques témoignages peut-être. Une certitude toutefois, deux documentaires ont été tournés. L'un à l'occasion de l'inauguration de l'école technique d'un orphelinat, l'autre lors de la visite du roi Saoud à Jérusalem et à Jaffa. Ce dernier documentaire, d'une durée de 20 minutes, a été tourné par Hassan Sarhan. Pour ce qui est de la fiction, rien; tout a disparu en 1948, à partir de l'instauration d'Israël.

Est-ce alors en 1968 que naît véritablement le cinéma palestinien ? De 1948 à 1968, le cinéma palestinien vit une sorte de *black-out*. Un oubli volontaire quant aux événements tragiques de l'époque. Le directeur de l'Institut des médias modernes de l'Université d'Al-Qods, George Khleifi, frère du cinéaste Michel Khleifi — considéré comme le fondateur du cinéma palestinien — nomme ce moment « la période du silence ».

L'année 1968 est aussi celle de la création, par le cinéaste Hani Jawhirriya, de l'Organisme de cinéma palestinien (OCP). De par sa situation politique encore irrésolue, le peuple palestinien définit généralement son cinéma comme un cinéma engagé. Dès le départ, c'est bien de cela qu'il s'agit. L'objectif avoué de l'OCP est de « mettre le cinéma tout entier au service de la révolution palestinienne ».

De jeunes réalisateurs vont s'atteler à la tâche. Mustapha Waali, Abd El Wahhab Al Hendi et tant d'autres, des apatrides pour la plupart, vont relayer des histoires héroïques dans la

lutte des Palestiniens contre Israël par leurs courts et longs métrages. On prend sa caméra comme on prend les armes et le cinéma devient un outil pour la cause. Les œuvres sont en général des documentaires qui exaltent dans les années 70 la lutte de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine).

UN CINÉMA ENCORE JEUNE

Le véritable acte de naissance du cinéma palestinien a lieu en 1982 avec **Noce en Galilée** (Urs al-jalil) de Michel Khleifi. Parce qu'il est question d'un ras-le-bol généralisé de tout un village pris en otage par l'armée israélienne lors d'un mariage palestinien, ce film préfigure la première Intifada de 1987. Le soulèvement par les pierres de tout un peuple est en quelque sorte son cri pour la reconnaissance. « C'est le prolongement d'un processus graduel qui, à partir de la première Intifada, a vu les Palestiniens s'emparer des caméras de télévision pour ne plus seulement être le sujet d'images tournées par d'autres mais devenir peu à peu les véritables auteurs de leur histoire », déclarait au *Monde* le 27 décembre dernier Georges Khleifi.

Le documentaire n'a jamais quitté la création palestinienne. D'ailleurs, le genre trouve chez l'Arabe israélien Mohamed Bakri un nouveau souffle dans lequel le souci du témoignage est constant.

Les années 90 voient la création d'un grand nombre de films palestiniens, tournés par des cinéastes qui ont grandi sous l'occupation israélienne en Cisjordanie, à Gaza ou dans les camps de réfugiés. Les premières œuvres de Rashid Masharawi et d'Elia Suleiman, futur réalisateur d'**Intervention divine** (Yadon Ilaheyya, Prix du jury à Cannes en 2002), donnent une nouvelle visibilité aux Palestiniens. Hany Abu Assad avait suivi au début des années 2000, avec **Le Mariage de Rana** (Al qods jee yom akhar) et **Ford Transit**, avant de se faire remarquer sur la scène internationale par **Paradise Now**, histoire de deux jeunes kamikazes, sélectionné aux Oscars 2006 et primé aux Golden Globes pour le Prix du meilleur film étranger. Une série de films qu'Hany Abu Assad avait lui-même qualifiée de « road block movies », une référence directe aux barrages militaires israéliens, symbole incontesté de toutes ces productions.



Mohamed Bakri



Les accords d'Oslo auront été une trêve mais trop courte pour marquer le cinéma palestinien. **Chronique d'une disparition** (Segell Ikhtifa, 1996, titre hébreu puisque Israël est un des pays coproducteurs) d'Elia Suleiman, le film post-Oslo par excellence, montre à lui seul l'impuissance de ces accords de paix avortés depuis. Le personnage principal, interprété par le réalisateur, tourne en rond dans sa ville natale, Nazareth. Il décide de partir pour Jérusalem, capitale du cœur palestinien, en quête d'un nouvel avenir. La ville sainte est barricadée par l'armée israélienne. Il va alors à Jéricho, ville déclarée autonome depuis Oslo, où alarmé par tant d'ennui et de vide, il fuit vers Nazareth pour retrouver sa famille, sa seule et vraie patrie.

Les cinéastes d'aujourd'hui nous font découvrir une vie palestinienne, et cela même sous occupation israélienne; qu'il existe des classes sociales, des hommes et des femmes.

Le documentaire n'a jamais quitté la création palestinienne. D'ailleurs, le genre trouve chez l'Arabe israélien Mohamed Bakri un nouveau souffle dans lequel le souci du témoignage est constant. Son premier documentaire, *1948* (1998), donne la parole à deux générations de réfugiés, ceux de 1948 et ceux de 1967, n'hésitant pas par la même occasion à remettre en cause les mythes fondateurs de l'État hébreu. Son second documentaire, *Jenine Jenine*, attire les foudres de la censure israélienne. Le cinéaste doit subir un procès, l'interdiction de son documentaire durant deux ans et un boycottage sévère. Mohamed Bakri avait osé décrire les violences commises par Tsahal dans le camp de Jenine en 2002.

D'UNE INTIFADA À L'AUTRE

La seconde Intifada (2000) propulse une nouvelle génération de cinéastes. On voit aussi arriver des femmes réalisatrices, par exemple Maï Masri (**33 Days**) ou Liana Badr (**Un autre jour à Jérusalem**). Mais la situation des professionnels dans leur ensemble reste précaire. L'occupation israélienne se durcit et la liberté de mouvement des Palestiniens est quotidiennement entravée par le bon vouloir d'une autorité militaire israélienne qui utilise le discours sécuritaire afin de légitimer ses actes. Entre-temps, la vidéo numérique a fait son apparition. Des réalisateurs tels que Subhi Zubeydi ou Aza Al-Hassan (**News**

Time) et la déjà citée Maï Masri s'emparent du nouveau procédé, et pas seulement pour des raisons économiques. Ils jettent également un nouveau regard cinématographique.

Le court métrage de Subhi Zubeydi, 38 ans, est éloquent. Dans *Ali et ses amis*, le réalisateur originaire de Ramallah interroge des enfants d'un camp de réfugiés de Cisjordanie sur leurs rêves et leurs envies : « construire un terrain de football dans le camp », « se faire offrir un téléphone portable » ou bien « gagner plus de shekels ». Des réponses en forte contradiction avec les revendications politiques traditionnelles.

Subhi Zubeydi parle de la place de la femme palestinienne et de son rôle (**Femmes au soleil**, 1999), des fractures sociales et religieuses que vivent les Palestiniens (**Ma carte très privée**, 1998). De plus, la figure israélienne est quasiment absente. Un fait nouveau dans la cinématographie palestinienne.

Les prochaines œuvres confirment la tendance. Durant l'été 2007, trois films de fiction ont été réalisés, malgré leurs moyens dérisoires : **Pomegranate and Myrrh**, de Najwa Najjar, un triangle amoureux avec pour toile de fond l'occupation, **Salt of This Sea**, d'Annemarie Jacir, le retour d'une jeune Palestino-Américaine sur la terre de ses ancêtres et **Un jour normal** de Rashid Masharawi, les aventures d'un chauffeur de taxi à Ramallah. Ces longs métrages devraient sortir en salle dans les prochains mois avec peut-être la chance d'une sélection aux festivals de Cannes et de Venise...

Dans le Monde diplomatique de février 2001, le journaliste Benjamin Bidas explique que cette génération se met à interroger la précédente. Durant les années 70, les œuvres avaient tendance à montrer le peuple palestinien comme un groupe uni par un drame historique, celui d'avoir perdu un pays sans aucune possibilité d'y revenir. En se focalisant sur les luttes, plus que sur les individus. Le cinéma palestinien jouait ainsi son rôle de provocateur de catharsis sans se préoccuper de la société et de son intérieur. Les cinéastes d'aujourd'hui nous font découvrir une vie palestinienne, et cela même sous occupation israélienne; qu'il existe des classes sociales, des hommes et des femmes. En racontant les aléas de milliers de personnes, les nouveaux réalisateurs palestiniens racontent à leur manière l'histoire de la Palestine.